



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 février 2014

Soixante-huitième session  
Point 19, h, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2013

[sur la base du rapport de la Deuxième Commission (A/68/438/Add.8)]

### 68/216. Harmonie avec la nature

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement<sup>1</sup>, l'Action 21<sup>2</sup>, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21<sup>3</sup>, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable<sup>4</sup> et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg)<sup>5</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 64/196 du 21 décembre 2009, 65/164 du 20 décembre 2010, 66/204 du 22 décembre 2011 et 67/214 du 21 décembre 2012 sur l'harmonie avec la nature, ainsi que sa résolution 63/278 du 22 avril 2009, dans laquelle elle a proclamé le 22 avril Journée internationale de la Terre nourricière,

*Rappelant également* la Charte mondiale de la nature de 1982<sup>6</sup>,

*Prenant note* de l'échange de vues sur l'harmonie avec la nature, qu'elle a organisé le 22 avril 2013 à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Terre nourricière et au cours duquel elle a examiné les différents choix économiques à opérer dans l'optique du développement durable pour renforcer le fondement moral de la relation entre l'homme et la terre,

*Prenant note également* de la première Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la terre nourricière, accueillie par l'État plurinational de Bolivie à Cochabamba du 20 au 22 avril 2010<sup>7</sup>,

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

<sup>2</sup> Ibid., annexe II.

<sup>3</sup> Résolution S-19/2, annexe.

<sup>4</sup> Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>5</sup> Ibid., résolution 2, annexe.

<sup>6</sup> Résolution 37/7, annexe.

<sup>7</sup> A/64/777, annexes I et II.



*Ayant à l'esprit* le fait que certains pays considèrent la terre nourricière comme source de toute vie et de toute nourriture, constituant avec le genre humain une communauté indivisible et vivante d'êtres liés et interdépendants,

*Rappelant* le document final intitulé « L'avenir que nous voulons » qui a été adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012<sup>8</sup>,

*Se déclarant préoccupée* par la dégradation attestée de l'environnement, par le fait que la fréquence et l'ampleur des catastrophes naturelles pourraient s'intensifier, et par les répercussions de l'activité humaine sur la nature, et considérant qu'il faut avoir une connaissance scientifique plus approfondie des effets des activités de l'homme sur les écosystèmes terrestres, afin de promouvoir et d'instaurer une relation équitable, équilibrée et viable avec la Terre,

*Considérant* que le produit intérieur brut n'est pas un indicateur conçu pour mesurer la dégradation de l'environnement qui résulte de l'activité humaine et consciente de la nécessité de combler cette lacune dans l'optique du développement durable et de l'action menée dans ce sens,

*Considérant également* que les données statistiques de base sur les trois dimensions du développement durable ne sont pas toujours disponibles et qu'il faut en améliorer la qualité et la quantité,

*Réaffirmant* que, pour assurer le développement durable dans le monde, il est indispensable que les sociétés opèrent des changements radicaux dans leur façon de produire et de consommer et que tous les pays encouragent des modes de consommation et de production viables, les pays développés montrant la voie et tous les pays en tirant profit, compte tenu des principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

*Consciente* du fait que nombre de civilisations antiques et de peuples et cultures autochtones ont montré tout au long de l'histoire qu'elles comprenaient la symbiose entre l'être humain et la nature, qui favorise une relation mutuellement avantageuse,

*Consciente également* des activités menées par la société civile, les universitaires et les chercheurs pour mettre en évidence le caractère précaire de la vie sur Terre et concevoir, en association avec les gouvernements et les organisations du secteur privé, des modes et des méthodes de production et de consommation plus durables,

*Considérant* que le développement durable est un concept global nécessitant un renforcement des liens entre les disciplines dans les différents domaines de la connaissance,

1. *Prend acte* du quatrième rapport du Secrétaire général sur l'harmonie avec la nature<sup>9</sup>;

2. *Invite* les États Membres à prendre en considération les études et rapports existants sur l'harmonie avec la nature, notamment la suite donnée aux débats menés dans le cadre des dialogues engagés à l'Assemblée générale, comme celui tenu le 22 avril 2013 sur les différents choix économiques à opérer, dans l'optique

---

<sup>8</sup> Résolution 66/288, annexe.

<sup>9</sup> A/68/325 et Corr.1.

du développement durable, pour renforcer le fondement moral de la relation entre l'homme et la Terre, et à encourager la poursuite des études sur cette question ;

3. *Prie* son Président d'organiser, à sa soixante-huitième session, un échange de vues suivi, inclusif et ouvert, qui aura lieu lors des séances plénières prévues à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Terre nourricière, le 22 avril 2014, et auquel participeront les États Membres, des organismes des Nations Unies, des experts indépendants et d'autres parties intéressées, pour faire avancer le débat sur la question de l'harmonie avec la nature, de façon à promouvoir l'intégration équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable ;

4. *Engage* à accorder toute l'attention voulue à la question de l'harmonie avec la nature dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 ;

5. *Rappelle* les résolutions par lesquelles elle a prié le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale destiné à financer la participation d'experts indépendants à l'échange de vues qui aura lieu lors des séances plénières prévues à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Terre nourricière, et invite les États Membres et les autres parties intéressées à envisager de contribuer à ce fonds une fois qu'il sera créé ;

6. *Rappelle également* que le site Web sur l'harmonie avec la nature a été lancé, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, par le secrétariat de la Conférence et la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, et prie le Secrétaire général de continuer à utiliser le site Web que gère la Division en recueillant des éléments d'information et des suggestions sur toute formule ou activité propre à promouvoir une conception globale du développement durable en harmonie avec la nature visant à mieux intégrer les travaux menés dans toutes les disciplines scientifiques, y compris les exemples d'exploitation fructueuse des connaissances traditionnelles, et la législation existant à l'échelle nationale ;

7. *Considère* que la planète Terre et ses écosystèmes sont notre foyer, que l'expression « Terre nourricière » est couramment utilisée dans plusieurs pays et régions, et que certains pays reconnaissent les droits de la nature dans le cadre de la promotion du développement durable et sont convaincus que, pour satisfaire de manière équilibrée les besoins économiques, sociaux et environnementaux des générations présentes et futures, il est nécessaire de promouvoir l'harmonie avec la nature ;

8. *Lance un appel* pour que le développement durable soit envisagé dans une perspective globale et intégrée, afin d'encourager l'humanité à vivre en harmonie avec la nature et de l'inciter à agir pour rétablir la santé et l'intégrité des écosystèmes terrestres ;

9. *Invite* les États :

a) À poursuivre la constitution d'un réseau de partage du savoir en vue de promouvoir la conceptualisation intégrée de choix économiques différents qui prennent en considération les facteurs et valeurs propres à la vie en harmonie avec la nature sur la base des données scientifiques actuelles pour parvenir au développement durable et faire en sorte de défendre et de consacrer les interdépendances essentielles entre l'homme et la nature ;

b) À promouvoir l'harmonie avec la nature à l'exemple des cultures autochtones et à tirer parti de leur expérience, ainsi qu'à soutenir et favoriser les efforts qui sont faits, du niveau national au niveau local, pour que la protection de la nature soit prise en compte ;

10. *Encourage* tous les pays et les organismes compétents des Nations Unies à améliorer la qualité et accroître la quantité des données statistiques de base sur les trois dimensions du développement durable, et invite la communauté internationale et les organismes compétents des Nations Unies à soutenir les efforts des pays en développement en les aidant à renforcer leurs capacités et en leur apportant un appui technique ;

11. *Considère* qu'il faut adopter des indicateurs de progrès plus généraux, en complément du produit intérieur brut, en vue d'éclairer la prise de décisions et, à ce propos, se félicite que la Commission de statistique ait lancé un programme de travail portant sur la définition « d'indicateurs de progrès plus généraux »<sup>10</sup>, qui permettra, en se fondant sur l'évaluation des pratiques nationales, régionales et internationales retenues dans ce domaine, de procéder à l'examen technique des initiatives en cours, afin de recenser les pratiques optimales et de faciliter le partage des connaissances, en particulier au profit des pays en développement ;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-neuvième session, un rapport sur l'application de la présente résolution ;

13. *Décide* de poursuivre l'examen de la question subsidiaire intitulée « Harmonie avec la nature » à sa soixante-neuvième session, au titre de la question intitulée « Développement durable ».

71<sup>e</sup> séance plénière  
20 décembre 2013

---

<sup>10</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 4 (E/2013/24), chap. I, sect. C, décision 44/114.